

Compte-rendu du conseil d'administration du 14 juin 2018

Présents :

M. Ronan STEPHAN, Directeur scientifique compagnie Plastic Omnium, président du conseil d'administration
M. Thomas GROSGES, professeur des universités, 2nd vice-président du conseil d'administration

M. Youcef BOUZIDI, enseignant chercheur
M. Jean-Michel CHAPUT, directeur adjoint des applications militaires au CEA
M. Frédéric CHEN, étudiant
Mme Myriam COMTE, directrice de Polytech Sorbonne
M. Philippe COURTIER, directeur de l'UTC
M. Christian D'AUTUME, étudiant
M. Cyril DUFOUR, ingénieur d'études
Mme Andréa-Cynthia DUHAMEL, maître de conférences
Mme Marie-Aleth DUMONT, ingénieur d'études
M. Cyril GRANDPIERRE, président de l'ADUTT, ancien vice-président du Groupe Electrolux
M. Régis LENGELLE, professeur des universités
Mme Myriam LEWKOWICZ, professeur des universités
M. Axel MOUSSET, étudiant
Mme Christine PATROIS, conseillère départementale
M. Benjamin RUIZ, enseignant
Mme Caroline VANHERSECKE, assistante ingénieur

Pouvoirs :

A l'ouverture de séance :

Mme Catherine BACK donne pouvoir à Mme Christine PATROIS
M. Jean-Marie GELY donne pouvoir à M. Cyril GRANDPIERRE
Mme Isabelle HELIOT-COURONNE donne pouvoir à M. Ronan STEPHAN
Mme Lucie MICHAUD donne pouvoir à Mme Marie-Aleth DUMONT
M. Frédéric PLAS donne pouvoir à M. Thomas GROSGES
Mme Nadège TROUSSIER donne pouvoir à Mme Caroline VANHERSECKE
M. Jean-Christophe VERGNAUD donne pouvoir à M. Régis LENGELLE

En cours de séance :

M. Youcef BOUZIDI donne pouvoir à Mme Myriam LEWKOWICZ
Mme Andréa-Cynthia DUHAMEL donne pouvoir à M. Cyril DUFOUR
Mme Caroline VANHERSECKE donne pouvoir à Mme Nadège TROUSSIER

Invités de droit :

Mme Caroline BOTTAZZINI, agent comptable et responsable du service facturier
Mme Marie FERREAU, Chargée de mission « Enseignement supérieur » au Rectorat, représentant Mme La Rectrice
M. Pierre KOCH, directeur de l'UTT, rapporteur
M. Jacques WACKEL, directeur général des services

Invités :

Mme Ahlem ARFAOUI, vice-présidente de l'URCA en charge du suivi des relations avec les membres du site champardennais et qui représente M. Guillaume GELLE
M. Laurent AMICE, directeur du développement de la formation continue
M. Babiga BIRREGAH, enseignant-chercheur
Mme Stéphanie DUCCELLIER, responsable des affaires juridiques
Mme Mitra FOULADIRAD, enseignant chercheur

Mme Sonia JAFFRO, directrice des Ressources Humaines
Mme Audrey LACOUR, responsable service pilotage et affaires financières
M. Jean-Yves LAGOUTTE, directeur de la coordination
Mme Nathalie MONT-DESFONTAINES, directrice Enseignement Supérieur et Recherche du Grand Troyes
M. Michaël NOBLOT, directeur général adjoint aux ressources du groupe ESC Troyes et qui représente M. Francis BECARD
M. Jérôme PLAIN, directeur Relations Entreprises

Secrétariat de séance : Mme Charlotte DUMONT, Prise de notes.

Le quorum étant atteint la séance est ouverte à 13h45.

A l'ouverture de séance : 25 présents et représentés - 18 présents et 7 pouvoirs.

1) Approbation du compte rendu du CA du 13 mars 2018

Le compte rendu du conseil d'administration du 13 mars 2018 est approuvé à l'unanimité, après prise en compte des modifications demandées par les administrateurs (annexe 1).

3) Affaires institutionnelles

➤ 3.1 Contrat de site – volet commun

Pierre KOCH précise que le volet commun est voté uniquement par le chef de file et rédigé en déclinaison des orientations stratégiques que l'URCA et l'UTT ont voté dans leurs instances propres. Le volet commun est la retranscription sous forme contractuelle de ces orientations. Le chef de file a la responsabilité de sa rédaction. Cependant, le volet UTT de contrat de site a vocation à être voté par son conseil d'administration.

Ahlem ARFAOUI indique que l'objectif est de présenter le schéma global de ce regroupement, sa situation géographique, la raison de sa mise en place et ses objectifs commun à mettre en place. La nouvelle région Grand Est est composée de 3 bassins d'enseignement supérieur et de recherche et le site Champardennais est présent sur 4 départements situés à Reims, Troyes, Chaumont, Charleville. A partir de la loi 2013 sur l'enseignement supérieur et de la recherche, et dans le cadre du contrat de site, les établissements devaient choisir un modèle de regroupement soit de fusion, de COMUE ou d'association avec un chef de file. L'objectif consiste à dynamiser l'innovation, la recherche et l'enseignement sur le territoire. Le choix s'est porté vers ce modèle d'association en remplacement de la COMUE car cela est plus simple, plus fluide et plus souple pour garder l'autonomie de chaque établissement. Quatorze membres font partis de ce regroupement depuis le 1^{er} janvier 2018 : URCA, UTT, Centrale Supélec, CESI-Campus de Reims, CNAM, ESTP, ESAD Reims, EPF-Campus de Troyes, Groupe ESC Troyes, IRTS, NEOMA, CROUS de Reims. AgroParisTech, l'ENSAM de Châlons, l'institut international de la marionnette, Sciences Po Reims et Accustica souhaitent intégrer ce regroupement.

Ahlem ARFAOUI souligne que l'adhésion de ces partenaires est liée au conseil des établissements associés qui comporte les différents membres du regroupement qui veillent à la mise en place des termes des conventions. Ces dernières ont été signées avec le décret en précisant les termes sur les collaborations que le regroupement souhaite réaliser. Le conseil des établissements associés étudie les demandes et devrait être mis en place dans les mois à venir. La deuxième structure de gouvernance est le comité de pilotage qui veillera à gérer les moyens alloués à l'Etat pour coordonner les projets, la gestion de cette enveloppe budgétaire et comment en faire bénéficier tous les partenaires. La troisième structure concerne la coordination et l'opération d'orientation scientifique (le COSCA). Ce modèle permet de mettre en place une institution de concertation autour des organismes de recherche afin d'avoir aussi une visibilité régionale et renforcer la recherche sur le territoire. Il y a aussi une coordination territoriale par pôle : le pôle nord sera géré par l'URCA et le pôle sud sera géré par l'UTT afin de dynamiser et permettre à tout établissement de savoir sur quoi le regroupement travaille. Pour développer l'attractivité scientifique du site, le regroupement a travaillé sur les points communs et a mis en place quatre pôles de compétences qui sont :

- Le pôle santé ;
- Le pôle science numérique et de l'ingénieur ;
- Le pôle de sciences humaines et sociales ;
- Le pôle agro ressource environnement biotechnologie économique.

Ces quatre pôles sont indépendants mais peuvent avoir des actions communes, l'objectif étant aussi de décloisonner ces pôles. Au niveau régional et afin de correspondre aux besoins de la région sur le schéma de développement de la région, quatre axes ont été sélectionnés afin d'avancer et d'être opérationnel :

- Santé et vieillissement ;
- Pôle art et maison locale des sciences humaines ;
- Bio économie, agriculture et viticulture 4.0 ;
- L'industrie future 4.0 et matériaux.

L'objectif est de renforcer l'attractivité de la formation. Plusieurs écoles d'ingénieur se sont installées dans la région, elles viennent renforcer cette dynamique. L'idée est de voir s'il est possible de porter des formations en commun pour travailler en synergie tout en respectant l'autonomie de chaque établissement. L'objectif est aussi de ne pas faire travailler toutes les écoles sur le même sujet. Douze thématiques en lien avec ces quatre pôles ont été mises en place. Sur chaque pôle, il y a des directeurs de développement, ils vont collaborer avec les différents partenaires pour trouver les projets à mener. Une première réunion s'est tenue sur l'entrepreneuriat étudiant avec l'objectif de voir ce qu'il y a sur le schéma du site et ce qu'il est possible de mettre en commun. Une cartographie sera mise en place pour situer les actions des étudiants et voir comment il est possible de s'inspirer des modèles. Il y a trois écoles doctorales au sein de l'URCA et une co-accréditation avec l'école de Paris-Saclay. L'objectif est de savoir comment coordonner au niveau pédagogique pour savoir si des formations communes sont possibles et comment faire bénéficier aux étudiants des mêmes formations. Le troisième point important de cette stratégie

est de voir comment mettre en place une convergence de pilotage et la mutualisation de certaines fonctions supports. Des groupes de travail ont commencé à réfléchir à certains sujets, le regroupement essaye de concrétiser des choses, et les conseils des établissements vont veiller à ce que tout se passe dans des échéances précises. Cela sera accompagné par l'aspect financier lié au comité de pilotage. Le ministère a retenu sur le volet commun 16 jalons, certains à court terme pour la gouvernance. Des échéances sont à respecter. Ces jalons sont accompagnés d'indicateurs de performance qui feront l'objet d'évaluation à la fin du contrat. Cinq indicateurs ont été retenus, trois sont communs à l'échelle nationale et deux sont spécifiques et liés à la réussite en doctorat et l'insertion professionnelle des doctorants.

Mickael NOBLOT explique que cet exercice est tout nouveau puisque l'ESC a été labellisée en 2017 établissement supérieur privé d'intérêt général par l'enseignement supérieur, ce qui lui a permis de signer un contrat de site. L'ESC espère que le regroupement sera plus dynamique que la COMUE. Il a fallu du temps pour mettre en place des structures administratives, une efficacité pédagogique, de recherche, de formation, d'attractivité de l'établissement. Elle espère passer dans une phase plus opérationnelle, se différencier et être plus attractive.

Pierre KOCH indique que l'UTT constitue le comité de pilotage mais aussi les établissements associés pour repérer des projets partagés et les trois établissements partie prenante au contrat de site. L'UTT est en ligne avec les exigences de la loi de 2013 puisque l'Etat étudie les financements amenés sur le territoire pour avoir la plus grande optimisation de l'offre faite, et ainsi éviter les redondances et garantir les complémentarités. La loi de 2013 a pour continuité d'accroître le Bac+3, la réforme du Bac va induire des possibilités d'influence des lycées sur les universités. Depuis le début, l'UTT a été très vigilante pour que cette rédaction s'insère bien thématiquement et opérationnellement dans l'académie de Reims, mais cela laisse des possibilités institutionnelles. L'UTT est déjà très active sur la thématique des développements possibles autour d'usine du futur, cela donne lieu à la création d'un institut au sein de l'UTT. Les cinq universités travaillent sur ce projet, une cartographie des expertises a déjà été faite. Le conseil régional en a fait une thématique phare avec les agro ressources. Une vraie réalité est déjà engagée dans ce travail.

Philippe COURTIER est surpris de la faiblesse de la rédaction sur le pôle santé et demande s'il y a une explication à cela.

Ahlem ARFAOUI explique que le document faisait 22 à 23 pages initialement, mais le ministère nous a demandé d'avoir seulement 9 pages avec une synthèse et des mots clés. L'URCA a insisté pour mettre le document initial en annexe.

Philippe COURTIER indique que cela n'était pas le sens de son commentaire, le pôle va s'interroger pendant 5 ans.

Ronan STEPHAN souligne que ce point a vocation à être revisité et avoir plus d'ambition.

Ahlem ARFAOUI précise que toutes les actions qui seront menées ne figurent pas sur le document. Tous les éléments sont dans le document initial.

Ronan STEPHAN souligne que les trois autres pôles sont plus explicites et ambitieux, le dispositif mis en place pourrait être le résultat des actions menées.

➤ 3.2 Contrat de site – volet établissement

JEAN-YVES LAGOUTTE indique qu'il y a trois volets établissements dans le contrat de site, un pour l'ESC, un pour l'URCA, un pour l'UTT. Pour l'UTT, quatre grands thèmes ont été identifiés dans ce contrat d'établissement :

- L'animation du secteur Sud : l'Aube et la Haute-Marne ;
- Développer des partenariats au travers de projets impliquant la région Grand Est ;
- Accroître les relations avec Sorbonne Université ;
- Renforcer le modèle des groupes UT à l'international.

L'UTT a identifié en lien avec le Ministère les points suivants :

- Réorganiser et renforcer les équipes de recherche ;
- Accompagner le développement de thématiques transverses et l'activité de l'école doctorale ;
- La formation reconnue au niveau de Bac-3, Bac+3 ;
- La démarche qualité ;
- Le développement de la formation continue ;
- La valorisation de la recherche et de l'innovation portée par l'UTT ;
- La volonté de renforcer l'internationalisation de la recherche à l'UTT ;
- Développer les échanges étudiants et les doubles diplômes ;
- Coopérer au niveau transfrontalier avec l'Allemagne, le Luxembourg et la Belgique ;
- Accompagner le développement de l'ingénierie en Afrique, inscrit dans le plan stratégique.

Le plan UTT 2030 a pour vocation de renforcer le modèle économique de l'établissement en renforçant ses ressources propres. Les autres priorités identifiées et validées par le Ministère sont la modernisation de notre système d'information, la dynamisation de notre politique RH et l'accompagnement de stratégie de l'association. Comme pour le contrat de site, une série de jalons a été identifiée, certaines échéances vont jusqu'en 2022, les premières sont très légères en 2018 et concerne d'abord la politique de site. Le contrat d'établissement a pour vocation d'avoir des premières réalisations dans le courant de l'année 2019. Ce contrat établissement est un prolongement du volet commun de l'association champardennaise. Des priorités ont été bien définies par le Ministère.

Pierre KOCH commente l'une des manifestations de l'effet ciseaux mentionnés dans le premier slide du document présenté.

L'écriture proposée par l'UTT citait l'UTC, mais la tutelle a souhaité dynamiser le problème en ne laissant que SU.

Philippe COURTIER indique qu'il faut faire attention à ne pas utiliser le mot ingénierie pour l'UTC puisqu'il existe une faculté des sciences et de l'ingénierie, cela pourrait porter à confusion. Au sujet de la coopération de l'école doctorale de l'UTT et de SU, la visée est-elle d'intégrer le collège doctoral ?

Pierre KOCH indique que l'UTT et l'URCA ont tenu à laisser des possibilités de lien privilégié entre les écoles doctorales et celles de SU. Cette logique a toujours été inscrite dans leurs échanges.

Jean-Michel CHAPUT souhaite partager un commentaire sur la façon très discrète dont a été traitée la thématique transverse sur les risques, la sécurité, la résilience des systèmes et des organisations, la cyber sécurité. Lors d'une séance passée, le CA avait envisagé de fédérer ces thèmes en institut pour donner de la visibilité avec un Comité d'orientation scientifique. La sensibilité de cette thématique a considérablement augmenté dernièrement, et il considère qu'elle n'est pas traitée avec l'ambition et la visibilité qu'elle mérite.

Pierre KOCH répond que l'ensemble a été fortement réduit.

Jean-Michel CHAPUT y voit un risque technologique et une vision assez étroite du sujet. Le document relatif au contrat de site parle au 1.2 de sécurité globale mais ces thèmes sont dispersés et n'ont pas la visibilité nécessaire. Ce sujet pourrait éventuellement être discuté.

Ronan STEPHAN explique que ce sujet a déjà été beaucoup traité.

Jean-Michel CHAPUT souligne que le texte sur les équipes a totalement disparu. Cela est cependant l'occasion de réaffirmer et de mettre en visibilité les activités.

Le conseil d'administration approuve à l'unanimité, dans le cadre du contrat de site de l'association champardennaise 2018-2022, le texte du volet spécifique de l'UTT sous réserve de l'ajout suivant en page 1 (en bleu) :

« 1. Développer une stratégie d'alliances coordonnées

La stratégie de l'UTT, en matière de coopération et d'alliances avec les établissements français, s'organise sur les quatre dimensions suivantes, [en lien avec le schéma local d'enseignement supérieur- innovation-recherche-vie étudiante](#) » (annexe 2)

➤ 3.3 Campagne de recrutement pour le directeur de l'UTT en 2019

A la demande d'un administrateur, seuls les membres du conseil d'administration ayant voix délibérative sont présents pour ce point.

Le conseil d'administration adopte, à la majorité (20 pour, 5 abstentions), dans le cadre de la campagne de recrutement du directeur de l'UTT en 2019, les éléments définis en annexe 12 et notamment : les missions prioritaires, le profil et les compétences attendues ainsi que le calendrier de la procédure, sous réserve des amendements suivants :

- Dans le paragraphe « Missions prioritaires » remplacer "avec Sorbonne Université (SU)..." par "avec l'université Sorbonne Université et l'alliance Sorbonne Université qui rassemble les membres associés.."
- Dans le paragraphe « profil et compétences recherchées »
 - Au 1er tiret supprimer "accrue".
 - Au 2ème tiret remplacer "maîtrise" par "connaissance".
 - Au 3ème tiret ajouter après "capacité à convaincre", "et à entraîner".

2) Actualités du Directeur

Pierre KOCH explique que l'AEF s'est fait l'écho il y a quelques semaines d'une publication de la cour des comptes. Ce rapport pointe un certain nombre d'établissements en mauvaise santé financière. L'UTT est positionnée dans la liste des établissements à situation budgétaire très dégradée, l'article pointe un plan stratégique non adapté aux ressources de l'établissement. Cela a eu un effet négatif en interne, l'UTT a décidé d'exercer son droit de réponse à l'AEF pour rappeler que la situation de l'UTT n'est pas dégradée mais tendue, ce qui a toujours été le cas depuis les débuts de l'UTT. Alors que le déficit menaçait d'être structurel, l'UTT a mis en place ce plan stratégique négocié avec le rectorat et la DGESIP. Ce plan consiste à prélever des fonds propres durant trois ans pour développer de nouvelles activités permettant d'apporter des ressources nouvelles. Cela a été mis en place et voté par ce conseil à la fin de l'année 2015. Les chiffres utilisés par la Cour des comptes sont le déficit de 2015. Il y a 800 000 euros dont 160 000 euros donnés au plan stratégique, 270 000 euros de prélèvement de l'Etat, 200 000 euros pour un changement d'affectation comptable concernant des frais de déménagement qui étaient passés en fonctionnement et pas en investissement. Il y avait eu aussi une contraction des ressources provenant des collectivités territoriales. La deuxième année était en déficit de 400 000 euros, le business plan prévoyait le double, et en 2017, il prévoyait 400 000 euros de déficit alors que l'UTT a été excédentaire de 260 000 euros. Au lieu de consommer 1,5 millions,

L'UTT s'est contentée de la moitié et est revenue à l'équilibre un an plus tôt. Dans cette réponse, Pierre KOCH a rappelé quelques chiffres sur l'efficacité de l'UTT qui a 35% de ressources propres, 5% de placement. L'article se finit par « l'Etat doit prendre conscience de la singularité de cette situation et apporter les réponses adaptées en assurant pleinement son rôle de gardien des équilibres et de responsable de l'équité de traitement entre les opérateurs à sa charge ». Après discussion avec la Rectrice, une rencontre sera organisée entre Brigitte PLATEAU et un membre du cabinet afin de révoquer le sujet car il mérite qu'une solution soit trouvée.

Ronan STEPHAN souligne qu'il est important de rétablir la vérité au sujet de l'efficacité du plan stratégique lancé en 2015 dont les premiers effets se sont faits sentir en 2016.

Thomas GROSGES est moins alarmiste et estime que la vision de la Cour des comptes n'est pas négative au regard des différents engagements des missions de l'établissement qui sont chargées. Cette situation n'est pas nouvelle puisque lors de l'approbation des comptes, le rectorat avait fait la même remarque, le directeur y avait partiellement répondu à travers différents CA et en développant un management agile passant par l'accélération de mise en œuvre de programme et en arrêtant d'autres qui ne se portaient pas bien. Tout n'a pas fonctionné, mais tout n'est pas négatif. Il est légitime que la Cour des comptes ait une crainte.

Ronan STEPHAN rappelle que l'autorisation de se lancer dans ce plan stratégique a été donnée par l'Etat après examen d'un plan de retour à l'équilibre, ce dernier a été démontré par l'UTT. L'analyse de la Cour des comptes n'est pas juste.

Pierre KOCH annonce le deuxième point d'information, il concerne la recherche. L'UMR CNRS est devenu FRE au 1^{er} janvier, des échanges ont eu lieu avec le CNRS, cela s'est terminé par un courrier de compte-rendu des échanges. Il acte un certain nombre de choses comme un temps de transformation de l'UMR en FRE car cette modification semble être une démarche globale du CNRS de supprimer les UMR dans lesquelles il n'y pas du tout ou pas suffisamment de personnel CNRS. Un accord du principe du CNRS a été fait pour accompagner l'UTT dans la réorganisation de sa recherche et la recomposition de son lien avec la CNRS. La feuille de route interne est en train d'être formalisée par écrit, les grands principes sont que l'UTT part avec ses 8 équipes qui devront réfléchir aux thématiques sur lesquelles elles veulent organiser leur futur. Un courrier a été adressé à Philippe COURTIER et Jean CHAMBAZ pour leur proposer d'inviter des collègues enseignants chercheurs à débattre entre eux. Cela permettra de voir s'il y a des idées intéressantes de rapprochement d'équipes.

Philippe COURTIER souligne que la structuration de type UMR appartient aux enseignants chercheurs. Ils peuvent faire des propositions et Philippe COURTIER les aidera. Il ne veut pas reproduire la situation du groupe des UT sur les activités de recherche.

Pierre KOCH précise qu'il impulse ce qu'il peut en essayant de conserver à l'UTT des éléments de gouvernance sur la recherche. L'UTT apporte l'équipe et garde la gouvernance, mais elle est ouverte aux propositions.

Myriam LEWKOWICZ pose une question sur le dernier paragraphe du courrier à propos du fait que l'UTT propose de désigner un coordinateur des échanges prospectifs sur la recherche. Cette proposition a-t-elle été validée et des personnes sont-elles déjà désignées ?

Pierre KOCH répond que cela n'a pas été validé. Il y a déjà un coordinateur local, Pascal ROYER, qui est directeur de la recherche. La FRE a encore 18 mois de vie devant elle, l'idée est d'avoir de premières pistes sérieuses et construites en interne fin septembre. Entre septembre 2018 et juin 2019, il faudrait qu'il y ait des contacts avec les équipes tierces afin de voir ce qu'il est possible de bâtir. Une fois fait, les dossiers pourront être rédigés lors du dernier semestre 2019.

Ronan STEPHAN indique que la situation fait face à une grande qualité scientifique mais à une désassociation du CNRS. Une impulsion est nécessaire en matière de gouvernance pour coordonner cette démarche.

Pierre KOCH termine ce point en évoquant la récente interview jointe en copie à tous. Le Directeur de l'UTT souhaite rappeler que la relation avec UTC reste première dans cette démarche, travailler cette relation est le commencement. Il insiste sur le double enjeu à travailler, l'un est le rapprochement entre l'école et l'université, l'autre enjeu est sur le fait d'être sur des territoires disjoints. L'UTT devra être inventive dans le modèle à trouver, et n'a pas encore la réponse à cela. Le reste de l'interview porte sur des sujets connexes, le groupe UT et l'international, etc.

Ronan STEPHAN demande si l'élargissement du groupe est un chantier adjacent. En France, nos préoccupations stratégiques actuelles sont les alliances. Comment Pierre KOCH voit-il les choses à ce sujet ?

Pierre KOCH explique que lorsqu'il était candidat il y a 4 ans, il avait perçu un fort sentiment d'appartenance des personnels à la communauté UT. Si une transformation institutionnelle est réalisée, que devient cette communauté ? Cela reste un enjeu selon lui.

Ronan STEPHAN demande s'il est possible d'y parvenir uniquement en élargissant le groupe.

Pierre KOCH explique que l'effort premier ne portera pas là-dessus mais sur la restructuration de la recherche, l'accompagnement, les relations UTC, SU, et la donnée économique. Quel horizon se donne l'UTT ? Faut-il laisser la chose disparaître ? La réflexion n'est pas encore structurée.

Ronan STEPHAN demande si des cibles ont été identifiées pour rejoindre les UT.

Pierre KOCH répond que ce n'est pas le cas actuellement.

Philippe COURTIER constate que le groupe UT est une association, donc une personne morale. Aucune action n'est réalisée au sein de cette personne morale si ce n'est apporter un espace de discussion entre les différentes UT. En revanche un certain nombre de choses est réalisé entre UT. D'autre part, le groupe des écoles centrales mène une politique internationale conjointe au sein de ce groupe et a notamment construit Centrale Pékin, et ouvert Centrale Casablanca. Le groupe des écoles centrales s'est élargi ces quinze dernières années, alors que les UT ne sont pas dans une dynamique d'élargissement. D'autres transformations ont eu lieu comme par exemple les Ecoles des Mines et des Télécoms qui ont construit l'Institut des

Mines et Télécoms.

Ronan STEPHAN remarque que l'UTT a de grandes ambitions stratégiques mais il n'est pas convaincu que l'UTT dispose de toutes les ressources nécessaires pour gérer les deux.

4) Affaires financières

➤ 4.1 Budget rectificatif

Audrey LACOUR annonce que le budget rectificatif a l'avantage de ne présenter que des corrections techniques. La subvention pour charge du service public doit être ramenée au montant de la notification faite en décembre 2017, ce qui représente 531 000 euros en dessous de ce qui avait été estimé lors du budget initial. Une surestimation avait été faite sur la compensation du glissement vieillesse technicité et un complément de dotation de 80 000 euros que l'UTT n'a pas perçu avait été intégré, cela explique la surévaluation de l'estimation. Le solde de la subvention 2016 du Conseil départemental a été reçu, il est de 165 000 euros en début d'année. Une autre subvention du département devrait être perçue concernant des demandes d'investissement. Sur le plan stratégique, l'ouverture de 5 programmes de masters spécialisés était prévue, l'UTT en attend finalement 4. Cela entraîne une baisse des recettes de 42 000 euros. Il y a la création d'un nouveau DU qui a subi plusieurs ajustements, notamment sur la création du DU mise en œuvre sécurité numérique, il devrait permettre d'avoir une recette supplémentaire de 100 000 euros. Ces chiffres ont été réévalués par la Direction du développement de la formation continue, des candidatures ont déjà été reçues sur ces formations. Les estimations sont donc plus précises. Les corrections liées au CPER (Contrat de Plan Etat Région) ont été réalisées dans le budget rectificatif, car au début l'UTT n'avait pas toutes les conventions au moment de la construction du budget initial, la situation a avancé et l'UTT sait exactement ce qui sera financé en 2018. Il y a 2 millions en investissement sur les dépenses et les recettes.

Jean-Michel CHAPUT indique qu'il est fait état d'une baisse de 2 millions de dépenses d'investissement et de subventions alors que le texte fait plutôt état d'une augmentation du budget d'investissement.

Audrey LACOUR explique qu'il s'agit du budget d'investissement uniquement lié au CPER, mais du fait de la subvention du département de 250 000 euros annoncée, cette dernière a été inscrite au budget ainsi que les dépenses pour pouvoir réaliser ces dépenses si l'UTT bénéficie de la subvention. Ces crédits sont mis au budget mais à la fois en réserve en attendant d'avoir le montant de la subvention exacte.

Jacques WACKEL précise que la subvention a été mise de façon conditionnelle puisqu'ils ont eu des engagements administratifs de la part du président. La Commission doit délibérer de cela au mois de juin.

Jean-Michel CHAPUT demande ce qui les empêche d'engager ces dépenses immédiatement que cela soit voté ou pas.

Audrey LACOUR indique que le niveau de fond de roulement 2018 l'empêche.

Myriam LEWKOWICZ se pose la question de savoir si, du fait de l'absence d'un master spécialisé sur les 5, il y a 42 mille d'euros en mois car il manque un master et que l'effectif n'est pas complet sur les autres.

Audrey LACOUR répond que cela dépend de l'effectif par master spécialisé, il est difficile d'en tenir une moyenne. L'avantage d'un DU est que plusieurs sessions peuvent avoir lieu dans l'année.

Pierre KOCH explique que 6 masters spécialisés ont été accrédités, 3 sont en état de marche, l'un a perdu son accréditation car il n'a pas été possible de l'ouvrir durant deux années de suite. Deux autres masters spécialisés peuvent potentiellement ouvrir. Pour les trois premiers MS, le business modèle met le point mort à 10. A partir de ce chiffre, il y a une contribution à la couverture des frais fixes de l'UTT hors frais fixes de la formation continue, et cela couvre les coûts directs et indirects de la formation. Le master cyber sécurité devrait ouvrir à plus de 20 personnes, puisque 12 inscrits ont déjà été sélectionnés. Ce MS sera très largement excédentaire. Pour le MS Big Data, il devrait y avoir une quinzaine d'étudiants. Le MS en co-accréditation avec l'ESC semble bien démarré contrairement à l'an passé, il était en déficit. La Direction est plus dubitative pour les deux autres MS, celui porté autour de la chaire connected innovation n'ouvrira pas, mais il sera possible d'en extraire au moins un DU. Le dernier MS sur la Silvertech ne devrait pas démarrer, mais deux DU en ont été extraits. A termes, seuls les MS et les DU fonctionnant seront gardés.

Myriam LEWKOWICZ souligne que cela représente énormément de charges pour une population d'enseignants chercheurs déjà très chargée. Il y a une incitation à déposer des dossiers alors que les DU représentent une charge moindre.

Pierre KOCH souligne que cela a plus une valeur historique que normative.

Audrey LACOUR souligne que la capacité de l'UTT est assez limitée pour l'investissement cette année, sans le soutien du département, les dépenses d'investissement ne pourraient pas se faire.

Marie FERREAUX indique que l'UTT a traditionnellement un pré-conseil d'administration pour présenter ce document académique. L'UTT a retrouvé un résultat d'équilibre. L'exercice 2018 doit être l'occasion de concrétiser les recettes attendues. La trésorerie retrouve un niveau convenable mais devra faire l'objet d'un suivi particulier pour les opérations d'investissement. Pour lever l'ambiguïté, la Rectrice d'académie approuve ce projet de budget rectificatif. Les indicateurs restent dans les normes attendues.

Thomas GROSSES demande qu'une fois le rapport reçu, il soit transmis aux membres du CA.

Pierre KOCH confirme qu'il transmettra aux membres du CA le rapport final de l'IGAENR lorsqu'il sera disponible

Le conseil d'administration adopte, à l'unanimité, les masses budgétaires au budget rectificatif n°1 2018 comme suit :

- Autorisation d'engagement :
 - Masse salariale : 29 049 026 €,
 - Fonctionnement : 8 323 577 €,
 - Investissement : 4 232 136 €.
- Crédits de paiement :
 - Masse salariale : 29 049 026 €,
 - Fonctionnement : 8 119 204 €,
 - Investissement : 3 290 970 €.

Le conseil d'administration adopte, à l'unanimité :

- La variation de trésorerie de + 1 375 039 €,
- Le résultat patrimonial de 143 548 €,
- La capacité d'autofinancement de 1 293 548 €,

L'apport au fond de roulement de 24 103 €.

➤ 4.2.1 Tarification diverses (BU, colloque)

Carole DE BONNEFOND indique que le document comporte l'ancienne grille des tarifs et la nouvelle. La tarification a été modifiée du fait de la situation des étudiants de l'EPF. Jusqu'à présent, il existait une convention de service avec une tarification pour l'établissement de 180 euros pour chaque étudiant inscrit et payée à l'UTT. Dans le cadre du renouvellement de la convention, l'EPF ne souhaite plus payer ce tarif. De plus, les étudiants de l'EPF sont peu à fréquenter la bibliothèque de l'UTT. Il a fallu créer une nouvelle tarification dans le cas où un étudiant de l'EPF souhaiterait s'inscrire à la bibliothèque de l'UTT. Les étudiants extérieurs à l'UTT devront s'acquitter du montant des droits de bibliothèque. Pour une égalité de traitement, le tarif est le même que celui des étudiants de l'UTT. Les conditions d'accès restent inchangées. Le montant d'inscription est de 150 euros.

Le conseil d'administration adopte, à l'unanimité, les tarifs de la bibliothèque, joints en annexe 3. Ces tarifs sont applicables à compter de la rentrée universitaire 2018.

➤ 4.2.2 Mise à jour des tarifs pour le colloque NFO15 du 26 au 31 août 2018

A l'unanimité, la délibération n°2017.35, modifiée par délibération 2017.53, est modifiée comme suit (mentions en bleu) :

- Tarif senior : 416.66€ HT (500€ TTC) – Inscription tardive : 500€ HT (600€ TTC)
- Tarif étudiant : ~~291.66€ HT~~ 250€ HT (300€ TTC) – Inscription tardive : 400€ HT (480€ TTC)
- Ticket pour dîner de gala : 41.66€ HT (50€ TTC)
- ✓ Exposants :
 - Stand 6m2 : 666€66 HT (800€ TTC) – Stand 12m2 : 1250€ HT (1500€ TTC)
 - Sponsors : 3 formules : 500€ - 1000€ - 1500€
- ✓ Tarifs UTT/Fournisseurs :
 - Déjeuners/cocktails/buffets : montant maximum 30€ HT par personne
 - Dîner de gala : montant maximum 55€ HT par personne.

➤ 4.3 Admissions en non-valeur

Catherine BOTTAZZINI propose d'admettre en non-valeur deux créances, l'une pour une entreprise en liquidation judiciaire depuis 2016 et qui était auparavant en redressement judiciaire. Le mandataire judiciaire a transmis un certificat de découvrabilité. L'autre créance est à l'encontre d'un étudiant d'un montant de 76 euros. Une bourse Erasmus lui avait été faite, mais elle s'est avérée trop élevée.

Myriam LEWKOWICZ se demande pourquoi il n'a pas été possible de récupérer la facture plus tôt, puisqu'elle date de 2010.

Catherine BOTTAZZINI souligne que l'UTT a fait des rappels, la société a été mise en redressement judiciaire très rapidement. Une créance a été réalisée, puis le mandataire judiciaire a étudié ce dossier.

Le conseil d'administration, après avis de l'agent comptable, propose à l'unanimité, au directeur les admissions en non-valeur suivantes :

- Les factures n°563/09 du 31/12/2009 (titre n° 907) et n°284/10 du 16/09/2010 (titre n° 511) concernant des frais

de formation (DU SIT), émises à l'encontre de 720°, pour un montant de 833,40€.

- La facture n°2016/722 du 26/07/2016 (titre n° 722) concernant le trop perçu sur la bourse Erasmus, émise à l'encontre de BA BABACAR, pour un montant de 76€.

➤ 4.4 Sorties d'inventaire

Catherine BOTTAZZINI indique qu'il y a une proposition de sortie de biens, certains sont hors-service, d'autres sont des dons, et les deux derniers des vols. La valeur d'achat totale était de 21 751 euros. Les dons n'ont pas encore été réalisés, il faut attendre la décision du Conseil.

Le conseil d'administration approuve, à l'unanimité, les sorties d'inventaire des biens proposés en annexe 4 correspondant à la valeur immobilisée des matériels donnés à hauteur de 21 751,38 €.

5) Politique interne générale

➤ 5.1 Calendrier universitaire 2018-2019 modifié

Emmanuelle ROUHAUD indique que deux petites corrections sont à faire. La date du Big Crunch devait avoir lieu en même temps que l'UTBM, il aura finalement lieu les 21, 22 et 23 mai, trois jours seront banalisés sur cette semaine. L'autre modification demandée par le CE est de réserver une période de vacances pour les étudiants du 11 au 15 février.

Philippe COURTIER indique qu'une discussion devra avoir lieu sur le Big Crunch car il serait plus judicieux de le positionner en inter-semestre à l'avenir.

Le conseil d'administration approuve, à l'unanimité, le calendrier universitaire 2018/2019 modifié joint en annexe 5 sous réserve :

- De formaliser la semaine du 11 au 16 février comme semaine de vacances étudiants (semaine concomitante avec les vacances scolaires) afin qu'aucune activité pédagogique ne soit programmée sur ce créneau.
- De comptabiliser la période du 1er juillet au 14 juillet 2019 comme une période sans cours et non comme une période de vacances étudiants.

La présente délibération annule et remplace la délibération n°2018.12 du 13 mars 2018.

16h04 : Départ de Cyril Grandpierre - 24 présents et représentés - 17 présents et 7 pouvoirs.

6) RH

➤ 6.1 Orientations de politique RH

Sonia JAFFRO indique que la note de stratégie RH est un document émanant de différentes consultations faites au sein de l'UTT. Ces orientations doivent permettre de faciliter l'adéquation du potentiel humain au besoin pérenne ou en émergence de l'établissement et en adéquation avec la stratégie de l'UTT. Des demandes récurrentes des élus étaient de mettre en perspective les sujets soumis à délibération du CA avec la stratégie d'établissement. Lors du CA de décembre 2017, l'administration a proposé de présenter un document cadre lors de la séance d'aujourd'hui pour en rappeler les grands principes et leur déclinaison en matière de ressources humaines. Ces orientations s'inscrivent dans une logique globale, avec des poids et des contraintes pour l'UTT, notamment les profondes transformations de l'enseignement supérieur au vu des dernières réformes, l'extension des missions des EPSCP, le renforcement des coopérations des sites et l'ouverture sur l'environnement. La raréfaction des ressources amène à s'interroger sur les politiques et stratégie de l'UTT, les tensions fortes sur les finances publiques et la sous-dotation chronique de l'UTT. L'établissement a besoin d'affirmer son positionnement et sa stratégie en matière de formation, de recherche et de valorisation. Les objectifs du plan UTT 2030 ont été précisés, il vise à placer l'étudiant au cœur du projet pédagogique et de l'innovation. En matière de formation, la stratégie est d'adapter les formations d'ingénieur aux grandes transitions. L'UTT souhaite aussi développer de nouveaux programmes de formations pour atteindre de nouveaux publics et générer de nouvelles ressources, mais aussi développer les partenariats nationaux et internationaux. Pour la recherche, il faut notamment impliquer les équipes dans la mise en œuvre du contrat de site. Pour assurer la pérennité de l'UTT, un certain nombre de mesures sont à mettre en place comme renforcer le positionnement de l'UTT et de ses partenariats, développer de nouvelles ressources. Le plan stratégique vient alimenter les orientations en matière de ressources humaines dans quatre domaines : construire les organisations de travail, doter les organisations des compétences, mobiliser des personnels, et réguler et gérer. Un plan d'action en découlera par la suite. Un groupe de travail a été mis en place, 5 réunions ont eu lieu depuis janvier 2018 et ont permis de définir 4 thématiques : le recrutement et l'attractivité de l'UTT, la question de l'analogie des statuts des contractuels et fonctionnaires, les carrières, et les rémunérations accessoires. Le document cadre traite des priorités collectives d'action et des méthodes de travail de la fonction RH. Une concertation pluriannuelle est engagée avec les organes représentatifs dans le cadre d'un agenda social. Ces échanges nécessitent d'être approfondis, un plan d'action et des fiches actions seront élaborés. Ce plan d'action pourrait être présenté

annuellement au CA.

Jean-Michel CHAPUT demande au sujet de la démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, s'il existe un socle. Il demande également une confirmation sur la dotation des organismes de compétences en fonction des besoins et enjeux, mais cela n'est développé qu'au travers des catégories de personnel, il n'est en revanche jamais fait mention de la notion de métier, de spécialité technique. Le dernier point fondamental à aborder concerne le titre « orientations de politique RH », cela présageait plutôt la présentation de résultats et pas d'une méthode.

Sonia JAFFRO précise que la démarche de gestion prévisionnelle des emplois et compétences n'est pas considérée comme quelque chose devant descendre de la Direction de l'établissement, cela doit être construit collégialement, cette démarche a été construite en ce sens. La cartographie est en cours. Les orientations de politique RH nécessitent d'être discutées. Dans le cadre de la campagne emploi, un certain nombre de métiers sont mis en avant, il y a des débats internes, des échanges sur ce que l'UTT souhaite recruter.

Jean-Michel CHAPUT n'a pas de commentaire à faire sur la méthode mais souligne qu'il serait légitime d'éclairer le conseil sur les résultats de mise en œuvre de la démarche de GPEC.

Philippe COURTIER s'interroge sur le recrutement des enseignants chercheurs qui n'est pas abordé dans le plan d'action. Ce domaine est d'ailleurs extrêmement concurrentiel.

Sonia JAFFRO répond que la question d'attractivité a été abordée lors d'échanges internes pour prévoir et mettre en œuvre des actions pour augmenter cette attractivité. Quelques éléments succins sont dans le plan d'action.

Philippe COURTIER estime qu'il ne faut pas perdre de temps, il suffit de voir ce qu'il se passe à l'EPFL.

Jacques WACKEL précise sur le recrutement des enseignants chercheurs qu'il y a une autre difficulté au sujet de l'impact des grandes transformations digitales sur les formations en ingénieur. Les besoins en termes de compétences se verront très vite. Il est moins attractif de venir à Troyes qu'à Paris pour un enseignant chercheur.

Thomas GROSGES souligne que dans une interview AEF, Jean CHAMBAZ, président de SU, dit qu'il ne souhaite pas sortir du cadre des statuts pour les enseignants-chercheurs. Il (Jean CHAMBAZ) ne partager pas la vision du jury IDEX sur l'idée d'attirer des chercheurs internationaux de très haut niveau sur des salaires attractifs, alors même que nos excellents chercheurs exercent avec un salaire de fonctionnaire.

Philippe COURTIER précise qu'il n'a pas fait mention du salaire, mais qu'il faut de l'attractivité pour faire venir un enseignant, cela passe par un environnement de travail comprenant des DEUG, par exemple.

Myriam LEWKOWICZ pense relever une erreur sur les ATER en page 6 puisqu'il est dit que ce statut vise des étudiants en master alors qu'il s'agit de doctorat ou du monitorat, et n'aime pas l'emploi du terme digitalisation, il est plus correct de parler de numérisation. L'origine de la demande de ce document était d'aider à définir l'attribution des primes au vu de l'inflation constatée. En tant que membre du CA restreint, ce document n'aide pas à améliorer la façon d'attribuer les primes, il ne répond pas à cette demande.

Jacques WACKEL précise que la logique n'est pas dans l'inflation de primes, mais dans la déflation. Le salaire moyen à l'UTT fait partie des plus faibles au niveau national de l'ensemble des opérateurs publics universitaires. L'inspection générale a constaté ces quatre dernières années que l'enveloppe des primes a diminué de 4% à l'UTT. Les groupes de travail mis en place à ce sujet avait pour vocation d'entendre l'avis de chacun et faire émerger les préconisations et solutions. Ce qui était demandé par les membres du CA était d'avoir une vision sur la politique pour qu'elle soit articulée au plan stratégique RH. Le volontarisme est parfois de l'incantation, il se définit selon un cadre du champ des possibles. L'institution doit composer avec les forces qu'elle a à sa disposition alors qu'une majorité des agents sont de catégories C. Le travail est aussi à la hauteur des moyens et des ambitions que l'UTT souhaite se donner. L'objectif n'était pas de traiter la question des primes mais d'essayer de définir un cadre permettant de rattacher l'ensemble des logiques des fonction RH aux orientations des politiques stratégiques. Il est proposé aux membres de continuer le travail engagé dans une démarche de co-construction.

Ronan STEPHAN pense que cet exercice sera amené à être enrichi au fil du temps.

➤ 6.2 Politique indemnitaire – Rémunérations pour chaire

Pierre KOCH explique que le développement des chaires est une volonté de l'établissement faisant partie du plan stratégique 2030. L'UTT souhaite y inclure un certain nombre d'enseignants chercheurs puisque ces chaires représentent des marqueurs d'intérêts du monde économique pour une expertise de l'établissement, mais aussi une ressource complémentaire. L'établissement propose de mettre en place une prime pour ces chaires. Lors de la dernière séance, ce vote avait été reporté.

Sonia JAFFRO explique que cela est en corrélation avec les axes du plan stratégiques de l'UTT, cela est mentionné en page 1 et 2. Cette prime permettra aux enseignants chercheurs d'avoir un système incitatif pour développer ces chaires. Cette délibération a fait l'objet d'une présentation au Comité technique du 9 octobre 2017, elle avait reçu un avis favorable à l'unanimité, ce point est représenté au CA sans modification des points présentés initialement.

Philippe Courtier demande, au sujet du tableau, s'il est question de 300 000 euros annuels ou pour le montant de la chaire et le temps de sa durée.

Sonia JAFFRO répond qu'il est question du montant total.

Philippe Courtier indique que l'objectif sur les contrats de mécénat qu'il donne est de 1,5 million. Cette politique est commune à toutes les écoles de Paris Tech.

Pierre KOCH précise que les durées de ces chaires sont de 3 à 4 ans. Les chaires ESCP Europe sont plutôt de l'ordre de 400 000 euros par an, mais au vu de la difficulté de démarrage, les ambitions ont été revu à la baisse. 1,4 millions est

aujourd'hui acté sur les 4 chaires en cours. Il espère être en mesure de pouvoir négocier des chaires avec de plus gros montants.

Philippe COURTIER recommande d'avoir un seuil à 1 million et un autre au-delà. Il demande si le concept de chaire est bien défini.

Myriam LEWKOWICZ pose également cette question pour le rôle du secrétaire général.

Pierre KOCH répond qu'il peut y avoir un secrétaire général si la chaire le souhaite. Chaque chaire est construite par accord avec les signataires qui conviennent de ce qu'ils veulent faire et à quel tarif.

Philippe Courtier pose cette question car la chaire pourrait être créée sur argent public, et demande à ce que l'UTT précise ce qu'elle entend par chaire.

Pierre KOCH explique qu'il y a des financements industriels permettant de décompter la chaire dans les classements, le principe est un accord entre les partis sur le programme, un financement industriel tout en pouvant y ajouter des financements publics, et un comité de pilotage, scientifique et un responsable de chaire.

Thomas GROSGES ajoute qu'il faudrait remplacer « dans la limite des conditions ci-dessous » par « dans la limite des plafonds ci-dessous ».

Régis LENGELLE est particulièrement agacé car une prime de chaire est fixée mais sans définir en quoi cela consiste, quels sont les moyens ou les objectifs en termes d'atteinte de mission. A cela, la réponse de l'UTT est la création systématique d'une prime alors qu'il est demandé depuis un certain temps une clarification en CA. Il faut traiter les questions avant de mettre en place une prime, il faut faire cela dans l'ordre.

Pierre KOCH précise qu'il y a aujourd'hui 3 chaires sur Silvertch, Connected innovation et la sécurité globale.

Andréa-Cynthia DUHAMEL demande pourquoi la prime est donnée à la personne qui porte la chaire et au secrétaire général alors que le travail est collectif.

Pierre KOCH n'est pas choqué par cette démarche.

Myriam LEWKOWICZ souligne que le titulaire de la chaire n'est pas le seul à rechercher des financements, cela ne favorise pas du tout l'engagement du collectif.

Pierre KOCH reconnaît que Myriam LEWKOWICZ a raison, un montant peut très bien être réservé à un collectif portant la chaire.

Sonia JAFFRO ajoute que le Comité de pilotage proposera au Directeur l'attribution d'une prime dans le cadre d'un collectif.

Philippe COURTIER demande s'il est question de voter des plafonds.

Thomas GROSGES explique que le CA vote un plafond sur les primes, en fonction de cela le Directeur proposera un montant qui pourra concerner une ou plusieurs personnes, il recevra ensuite l'avis du CA et prendra une décision.

Ronan STEPHAN demande si l'UTT est aujourd'hui dans la construction d'une chaire au bon fonctionnement et avec une gratification dans les mois à venir pour les personnes y ayant travaillé.

Pierre KOCH indique que deux chaires sont déjà en plein travail.

Ronan STEPHAN demande à combien sont ces chiffres.

Pierre KOCH n'a pas les chiffres.

Thomas GROSGES indique qu'il appartient au Comité de suivi de la chaire de proposer des montants dans un plafond. Dans ce montant, une répartition pourrait être proposée pour les différentes personnes.

Ronan STEPHAN demande ce qu'il se pratique dans les autres établissements.

Philippe COURTIER indique que cela n'est pas encore formalisé.

Ronan STEPHAN propose de reporter ce point.

Ce point est reporté au conseil d'administration du 16 octobre 2018.

➤ 6.3 Politique indemnitaire – Valorisation de l'expertise du personnel de l'UTT dans le cadre du développement des relations internationales

Pierre KOCH indique que ce sujet a été abordé lorsque l'UTT a obtenu un financement Erasmus+ avec l'université de Mons en Belgique, et de Sofia en Bulgarie. Il a pour objectif un transfert de savoir-faire en matière d'accréditation internationale pour les formations d'ingénieur. A termes, les formations que l'UTT aide à mettre en place au Cameroun seront délivrées par un établissement capable de porter l'accréditation. Ce dossier représente un coût d'un million d'euros pour les trois universités et les jours d'ingénierie sont financés par l'Europe. Il y a peu de candidats car il y a des missions au Cameroun, au Togo, et pas uniquement dans les capitales. L'établissement a décidé d'engager une politique africaine. Un deuxième Erasmus + a été déposé sur le Sénégal et le Togo. Les deux formations ISI et SRT de l'UTT sont en train d'être déployées au Cameroun avec des financements camerounais. L'UTT a aussi un projet d'institut africain de technologie pour le développement durable, il commence à avoir le soutien de la tutelle et de l'UNESCO. Un dossier pourrait être multisite en France et en Afrique. L'AFD a rendu visite à l'UTT il y a deux à trois mois pour prendre connaissance de la politique africaine de l'UTT. La tutelle est très intéressée par cette démarche. L'établissement réalise des actions sur ce projet quand il en a les moyens.

Sonia JAFFRO précise que l'UTT s'est heurtée à la mobilisation de ses personnels et à la rétribution symbolique de ses activités de développement, à l'international et notamment sur le continent africain, à une problématique réglementaire. L'UTT s'est posée la question de comment trouver une solution s'inscrivant dans une démarche globale. Il y a eu plusieurs réunions

en interne pour élaborer le document présenté aujourd'hui. Il a été présenté au Comité technique le 5 juin, le document donné au CA est amendé par le Comité technique. Les changements apportés sont surlignés en jaune.

Le conseil d'administration adopte, à la majorité (19 pour, 5 abstentions), la note de cadrage des programmes de développement des relations internationales du plan stratégique UTT 2030 jointe en annexe 6.

- Page 2 : ajouter un tiret « Maîtrise des risques » sur les paramètres principaux à prendre en compte pour l'étude de faisabilité.
- Page 3 : remplacer « Ce montant est fixé sous la forme d'un accord passé entre le responsable du projet, l'agent et le DRI, et fera l'objet d'une déclaration conjointe. Pour les BIATS, un accord du responsable du service est exigé » par « Ce montant est fixé sous la forme d'un accord passé entre le responsable du projet, l'agent, le DRI et la DRH et fera l'objet d'une déclaration conjointe. Pour les BIATS, un accord du responsable du service est exigé ».
- Remplacer « Cet accord devra être conforme aux conditions fixées lors de l'étude de faisabilité du projet [...] » par « Cet accord formalisé devra être conforme aux conditions fixées lors de l'étude de faisabilité du projet [...] ».
- Retirer : « 150 euros brut par jour pour un Post-doctorant ou un doctorant ; »
- Remplacer « En tout état de cause, une autorisation préalable de cumul d'activité est nécessaire. » par « En tout état de cause, une autorisation préalable de cumul d'activité est nécessaire, qui précise le nombre maximum de jours à réaliser qui doit être inférieur au plafond réglementaire »
- Remplacer « Ce dispositif sera évalué à l'issue d'une année effective d'application et, le cas échéant, remédié » par « Ce dispositif sera évalué à l'issue d'une année effective d'application et, le cas échéant, modifié ».

Le champ d'action de ce dispositif s'applique exclusivement aux projets développés sur le continent africain.

➤ **6.4 Mise à jour des dispositifs d'intéressement des personnels de recherche sur les contrats industriels, les brevets et logiciels**

Jérôme PLAIN indique que le dispositif d'intéressement a été mis en place en 2012 au sein de l'UTT, il a été modifié à plusieurs reprises par le Conseil d'administration. Il y a un manque de clarté dans la façon dont cela a été distribué, des erreurs dans la mise en application, dans les interprétations qui induisent de nombreux échanges d'e-mail entre tous les services. Ils ont décidé de réévaluer le système et se sont rendus compte qu'il y avait un risque financier sur les revenus de l'établissement. L'UTT souhaite proposer un dispositif incitatif pour les chercheurs et préserver les intérêts financiers de l'établissement. Il y a aussi eu une évolution de la loi autour du consulting en externe, de l'auto-entrepreneuriat. Cette réflexion est commune. L'idée est de verser l'intéressement dès l'encaissement. Jusqu'à maintenant, il y a toujours eu un delta important entre le paiement de l'intéressement et l'encaissement, il faut suivre plus assidument les différentes dépenses. Le taux de prélèvement est établi au moment de la signature et ne varie pas, il est de 20% du montant total du contrat, mais 27% de cette somme sera reversé au département l'année suivante. Le porteur du projet bénéficie de 50% de cette somme et a le choix de la percevoir en rémunération complémentaire ou en ligne de EB. Les 50% restant vont directement à l'équipe de recherche. Le but est de redonner de la dynamique dans les équipes de recherche. La partie consulting/expertise n'existait pas, ce genre de projet sera hébergé à l'UTT et 100% du solde sera donné au porteur de projet. L'UTT gagnera 20% et des indicateurs. La clé de répartition entre départements reste à définir.

Myriam LEWKOWICZ dans le cas particulier d'un contrat d'expertise, il n'y a que 50% maximum en rémunération complémentaire ou l'ouverture d'une EB. Cela n'est pas pour une équipe, mais du fait de l'EB, cela reste tout de même un bénéfice pour l'équipe.

Jérôme PLAIN spécifie que 100% va au porteur mais il y a 50% pour lui et 50% pour une EB car il n'est pas possible de rétribuer au-delà de 50%. Dans le cas du brevet et du logiciel, la répartition est un peu différente. Pour le brevet, le solde va à : 40% pour l'UTT, 30% pour l'équipe et 30% pour le chercheur. Pour l'exploitation d'un logiciel, le solde va à : 20% pour l'UTT, 40% pour l'équipe et 40% pour le chercheur. Il y a beaucoup d'ingénierie à mettre en place dans le cadre du brevet et cela coûte plus cher. L'objectif est de pouvoir faire en interne ce qu'il se faisait en externe.

Philippe COURTIER demande si ce qui est partagé est la marge.

Jérôme PLAIN garantit qu'il s'agit de la marge. Il n'y a pas de calcul à taux complet.

Philippe COURTIER demande si l'argent distribué est de l'argent que possède l'UTT.

Audrey LACOUR répond que, n'étant pas en taux complet sur l'estimation des charges, il n'est pas possible de dire que la marge réelle est répartie. Pour calculer la marge réelle, il faudrait intégrer la masse salariale de tous les personnels intervenus sur le contrat et une part de la subvention du service public reçue, celle-ci finance une partie de la masse salariale.

Philippe COURTIER demande quel est le coefficient d'environnement.

Audrey LACOUR répond qu'il est de 1,5.

Philippe COURTIER affirme que l'UTT est un des établissements publics avec le taux le plus bas.

Myriam LEWKOWICZ demande s'il est possible de connaître les soldes à l'avance.

Audrey LACOUR répond que cela doit être discuté au moment du contrat, mais il y a un circuit à mettre en place.

Jean-Michel CHAPUT explique que la Direction dit qu'à tout moment le seuil est positif, mais rien ne le garantit.

Jérôme PLAIN répond qu'il ne devrait pas être négatif si le travail a été bien fait.

Philippe COURTIER demande si le risque de contentieux est assuré par l'établissement.

Jérôme PLAIN explique qu'ils ont déjà eu un cas et le risque avait été assumé par l'établissement.

Ronan STEPHAN va s'assurer que le taux environnement est bien passé au CA.

Le conseil d'administration approuve, à l'unanimité, les dispositifs suivants, joints en annexe 7 :

- Dispositif d'intéressement des personnels pour services rendus lors de la participation à des opérations de recherche scientifique, de prestations de services ou de contrats de consultance sous réserve de la modification suivante :
 - Ajouter la notion de « solde positif ».
- Dispositif d'intéressement des personnels ayant participé directement à la création d'un logiciel ou au dépôt d'un brevet sous réserve de remplacer au point 4.b « le complément de rémunération versé à chaque agent qui a participé directement à la création du logiciel » par « le complément de rémunération versé à chaque inventeur du brevet ».

La présente délibération annule et remplace les dispositifs suivants adoptés par délibération 2012.50 :

- Dispositif de rémunération complémentaire lié aux prestations intellectuelles.
- Politique d'intéressement des personnels de recherche aux contrats de recherche partenariale.

7) Formation

➤ 7.1 Demande de renouvellement d'accréditation CTI, spécialité A21

Pierre KOCH précise que la formation de la CTI s'est faite il y a trois ans en convention avec l'URCA.

Emmanuelle ROUHAUD explique que la CTI est la Commission des titres d'ingénieurs, elle a autorisé l'UTT à délivrer ce diplôme et vient régulièrement pour les audits. La première accréditation était en 1994 et la dernière en 2016, à cette occasion l'UTT a obtenu une accréditation pour 6 ans pour toutes les formations. La création de deux formations avait été demandée en 2016 : la formation automatique informatique industrielle (A2I) et la formation matériaux et mécanique à Charleville. Elles sont en collaboration avec l'URCA. Etant des créations de formation, la CTI revient pour un audit au bout de trois ans. Pour la formation matériaux et mécanique, il est demandé, en accord avec l'URCA, le transfert de cette formation à l'URCA car avec la dissolution de la COMUE, la stratégie des établissements a évolué et un éloignement géographique rend difficile les échanges d'étudiants et d'enseignants. L'URCA restructure ses formations et va demander la création d'une école d'ingénieur par alternance, la formation matériaux et mécanique en fera partie. La CTI devrait donner plus facilement l'accréditation car il n'y aura plus la condition de faire des échanges d'enseignants et d'étudiants. Ce transfert sera accompagné par l'UTT. Les étudiants auront la possibilité de faire des formations complémentaires à l'UTT. Un dossier de renouvellement a été présenté pour A2I. L'UTT s'est dotée des structures pour répondre aux recommandations.

Le conseil d'administration approuve, à l'unanimité, le dépôt auprès de la Commission des titres d'ingénieurs (CTI), par le Directeur de l'UTT, du dossier de demande de renouvellement d'accréditation de la spécialité Automatique et informatique industrielle (A2I), ainsi que le transfert de la spécialité Matériaux et mécanique (MM) de Charleville-Mézières vers l'URCA à partir de septembre 2019 (annexe 8).

17h47 : Départ de Myriam LEWKOWICZ - 24 présents et représentés - 16 présents et 8 pouvoirs.

➤ 7.2 Modification des règlements des études master et ingénieur

Emmanuelle ROUHAUD annonce que parmi ces modifications il y a plusieurs points importants. Il y a trois règlements des études : ingénieur, master et formation par alternance. Concernant le règlement des études d'ingénieur, le point important est l'obligation pour les étudiants entrés en tronc commun à partir de septembre 2018 de valider une deuxième langue vivante autre que l'anglais, en niveau B1. Il leur est proposé de valider ce niveau B1 ou de réaliser un séjour à l'étranger dans un pays qui n'est pas francophone ou anglophone. L'objectif de cette mesure est de donner aux étudiants une expérience internationale et de valoriser les diplômes de l'établissement dans les classements. Cela représente un coût pour l'établissement puisqu'il va falloir organiser la certification pour ces études. L'avis de la CPP et du CE est favorable. Un autre point important concerne la création des projets étudiants dit Projet Mind. L'approche Mind est proposée par les étudiants pour favoriser l'innovation et la formation par projet. L'ensemble des UE est refondu afin de les mettre dans un même cadre, cela

permettra de mettre en avant les formations par projet. L'UTT donne la possibilité aux étudiants de proposer leur propre projet, de définir un nombre de crédits et la durée. L'autre point important est la suppression des éléments constitutifs d'UE, appelé crédit partiel. Les UE sont des unités d'enseignement pensées à la base comme des unités compensables. Une UE est composée de 6 ou 4 crédits et l'UTT permettait au jury d'attribuer des crédits partiels de 2 UE. Depuis sa mise en place il y a deux ans, ce dispositif a été très peu utilisé et il complexifie l'attribution des crédits. Nous proposons de supprimer ce point. Il y a ensuite des points de mise en cohérence entre les différents règlements, des précisions en fonction des nouveaux arrêtés.

Philippe COURTIER stipule au sujet de l'article 1.3 que l'UTT a une convention concernant Parcours Sup, Philippe COURTIER est en charge de nommer le jury. Il demande à ce que ce point du règlement soit vérifié. Concernant la composition du jury d'enseignement, cela signifie-t-il que l'UTT signe toutes les compositions de jury d'unité d'enseignement ?

Pierre KOCH répond qu'il y a des délégations.

Philippe COURTIER souligne au sujet de la phrase « le jury d'établissement est présidé par le directeur de la formation et de la pédagogie », qu'il préside personnellement le jury de l'UTC.

Pierre KOCH explique que cela est l'usage.

Philippe COURTIER pense que le terme « titre d'ingénieur » n'est pas juste et qu'il devrait être « titre d'ingénieur diplômé » pour être conforme à l'arrêté. Il demande également la différence entre le jury de diplôme et le jury d'établissement et si les textes sont bien cohérents.

Emmanuelle ROUHAUD explique que le jury d'établissement coordonne les réorientations et l'ensemble des appréciations données, tandis que le jury de diplôme donne le diplôme. Une vérification sera faite pour s'assurer que les textes sont clairs.

Andréa-Cynthia DUHAMEL demande ce que cela va représenter en termes de coût.

Emmanuelle ROUHAUD répond qu'une accréditation coûte entre 50 et 80 euros par diplôme.

M. MOUSSET demande si les UE de japonais et de coréens, n'allant pas jusqu'au niveau B1, seront supprimées ou renforcées.

Emmanuelle ROUHAUD confirme que le chinois et le japonais iront jusqu'au niveau B1, mais cela ne devrait pas être le cas pour le coréen.

Pierre KOCH souhaite que l'UTT trouve un moyen de faire émerger des Chinese tracks, à l'avenir cela sera un avantage pour les étudiants. Une réflexion de fond doit être menée sur la question du chinois.

Marie-Aleth DUMONT signale que les modalités d'évaluation ne font pas partie du document, il faudrait les ajouter.

Thomas GROSGES rappelle qu'on est actuellement dans le processus de Copenhague (ECUET: référentiel de compétences). Les ECUE (Éléments Constitutifs d'une Unité d'Enseignement) sont déjà prévus dans le logiciel APOGEE (de l'AMUE) et sont utilisés par les universités (Paris Descartes, Montpellier, Bordeaux,...).

Je souligne qu'un crédit est normalement assigné à des compétences, une UE est un ensemble de compétences pouvant être acquises auxquelles des crédits sont attribués. L'UE est validée si la moyenne est supérieure ou égale à 10/20.

La notion de 10/20 a été supprimée et laisse le soin au jury d'attribuer l'UE ou pas. A partir du moment où cette notion n'est plus explicitement notée, cela laisse le choix au jury de se croire libre de ne pas l'attribuer à 11 ou 12. Il est important de laisser la notion de 10/20. Une possibilité n'est pas une obligation mais elle enlève l'interdiction.

Emmanuelle ROUHAUD souligne qu'une UE est pensée comme étant compensable, elles correspondent souvent à un nombre plus important de crédit. La réforme par compétence va se faire, les évaluations seront alors repensées, mais pas sous forme de crédit partiel afin d'éviter sa complexité.

Thomas GROSGES rappelle que la notion de crédit est attribuée à des compétences.

Emmanuelle ROUHAUD explique que la question est de savoir où se situe la barre des compensables, il est proposé que cela soit fait au niveau de l'UE.

Thomas GROSGES est d'accord. L'UE est réputée validée à partir de 10.

Emmanuelle ROUHAUD souligne qu'en ayant moins de 10, l'étudiant n'aura pas l'UE. Zéro crédit, cela est compensable, cela signifie que la personne a tous les crédits ou pas.

Thomas GROSGES souligne qu'il ne s'agit pas d'une compensation.

Pierre KOCH considère que ce qu'a rappelé Emmanuelle ROUHAUD est une réalité, si l'UTT ne sait pas gérer le dispositif efficacement, cela n'est pas bon. L'objectif est bien de revisiter l'ensemble des cursus en termes de compétences. La difficulté de la démarche compétences est d'évaluer les compétences. Pierre KOCH est d'accord avec ce qu'a proposé Emmanuelle ROUHAUD.

Christian D'AUTUME ne comprend pas pourquoi l'UTT veut enlever ce dispositif qu'ils ne savent pas gérer alors qu'ils n'ont aucune obligation de l'utiliser.

Pierre KOCH indique que la question est de savoir comment compenser ce qui n'a pas été validé. L'organisation étant complexe, cela est quelque chose que l'UTT ne sait pas faire correctement.

Philippe COURTIER rappelle de penser avant tout à la valeur du diplôme. Le directeur de l'UTT doit être capable d'expliquer à un industriel comment le diplôme est délivré.

Pierre KOCH pense que cette réévaluation est venue trop tôt.

Ronan STEPHAN rappelle que de nombreux établissements l'ont adopté.

Emmanuelle ROUHAUD souligne que les universités l'ayant adopté ont de ce fait des unités d'enseignement plus conséquentes.

Marie-Aleth DUMONT rappelle que cela fait un certain temps qu'un système d'information performant est attendu, ses collègues de l'administration ont de nouvelles obligations, un certain nombre ne sont pas gérés par les systèmes d'information,

quand auront-ils les bons outils pour pouvoir gérer le tout ?

Pierre KOCH ne peut donner de réponse.

Emmanuelle ROUHAUD continue sa présentation. Sur le règlement des études masters, deux points doivent être signalés :

- L'UTT vient d'avoir une nouvelle accréditation pour les masters ;
- Ont été supprimés les choix dans ces cursus et la notion de cours avec des intitulés tels que connaissances scientifiques, etc.

Ronan STEPHAN demande si cela a fait l'objet de discussions.

Emmanuelle ROUHAUD répond que cela a soulagé la plupart des personnes construisant les formations. Elle précise au sujet des stages que les étudiants ont été autorisés à avoir des crédits, le nombre maximum est de 10 crédits pour deux stages.

Le conseil d'administration approuve à la majorité (15 pour, 4 contre, 5 abstentions) :

- Le règlement des études d'ingénieur en formation initiale et en formation continue sous réserve des modifications suivantes :
 - Précisions sur les jurys d'admission du Tronc commun et des branches, art I-3,
 - Art. II-5 Projet MIND : ajout des modalités d'évaluation et de validation des compétences,
 - Reformulation du rôle et de la composition du jury d'établissement, art III-8,
 - Précision concernant la note moyenne minimum pour valider une UE (10/20), art III-5,
 - Précision concernant les 10 crédits pouvant être validés en parallèle aux stages qui concernent l'ensemble des deux stages, ST09 et ST10, art IV-8,
 - Précision concernant les stages et leur durée parmi les éléments à valider pour le diplôme d'ingénieur, art V-3,
 - Art V-4 Parcours de formation : crédits "libres" remplacés par crédits "hors profil" .
- Le règlement des études d'ingénieur en formation sous statut d'apprenti sous réserve de la modification suivante :
 - Précision concernant la note moyenne minimum pour valider une UE (10/20), art III-6,
- Le règlement des études de master sous réserve des modifications suivantes :
 - Art. II-4-1 Projet MIND : ajout des modalités d'évaluation et de validation des compétences,
 - Reformulation du rôle et de la composition du jury d'établissement, art III-10,
 - Précision concernant la note moyenne minimum pour valider une UE (10/20), art III-6.

Applicables à compter de la rentrée universitaire de septembre 2018 et présentés en annexes 9.

17h55 : Sortie Myriam COMTE et Philippe COURTIER - 21 présents et représentés - 14 présents et 7 pouvoirs.

➤ 7.3 Règlement des études du DU « ingénierie, réseaux, informatiques et système d'information »

Mitra FOULADIRAD précise que les cours de ce DU démarreront en septembre et il n'est pas possible de les commencer sans avoir de règlement des études. L'idée n'était pas de décrire un règlement des études et de l'imposer mais de le travailler ensemble. Un groupe de l'UTT et un groupe camerounais ont travaillé ensemble. Il ressemble à celui de l'UTT. Il y aura certainement des changements. Les points concernant les jurys n'ont pas encore été établis.

Le conseil d'administration approuve, à l'unanimité, le règlement des études du diplôme d'université « Ingénierie, Réseaux, Informatique et Système d'Information » (annexe 10) applicable à compter de la rentrée universitaire 2018 et jusqu'à nouvelle délibération, sous réserve de la correction de RT en SRT.

18h : Retour Myriam COMTE et Philippe COURTIER – Départ Caroline VANHERSECKE - 22 présents et représentés - 15 présents et 7 pouvoirs.

18h18 : Départ Andréa DUHAMEL - 22 présents et représentés - 14 présents et 8 pouvoirs.

➤ 7.4 Création du diplôme d'université (DU) « Big Data Engineer »

Babiga BIRREGAH explique que le diplôme Big Data ingénieur s'ouvre dans le cadre d'une collaboration entre Africa Data Lab et l'UTT. Ce DU fait l'objet d'un accord particulier s'échelonnant tous les ans compte tenu des résultats. Ce projet a pour but de délivrer un diplôme d'université qui se déroulera à Casablanca, dans les locaux d'Africa Data Lab. Il s'intéresse aux traitements des données et représente 180 heures à temps partiel réparties sur quatre mois. Les étudiants auront un niveau Bac +2 ou Bac +3. Tout le pilotage pédagogique et le processus des certifications se fera au niveau de l'UTT et Africa Data

Lab. Ce dernier se positionne surtout sur la commercialisation de l'offre. L'ouverture est prévue en septembre 2018 avec une fin de formation en janvier 2019. L'enjeu est de répondre aux besoins en formation de techniciens de la data sur le terrain. Sur toute l'Afrique du Nord, de nombreux bouleversements impliquent des besoins sur le marché, plusieurs entreprises internationales s'implantent dans cette région, elles ont les mêmes besoins qu'en France. Leurs produits doivent répondre aux normes européennes. L'objectif est de se positionner sur ce marché car de plus en plus d'universités développent ce genre de formations. Les deux derniers enjeux sont de renforcer la visibilité de l'UTT sur le terrain, assurer la présence de l'UTT au Maroc et pouvoir rayonner en Afrique du Nord. Cette formation a 4 objectifs pédagogiques principaux : comprendre les enjeux et les règles de la gouvernance des données, identifier et dimensionner les projets Big Data, maîtriser les outils de l'écosystème de l'architecture Big Data et développer la collecte et les traitements en temps réel et les visualisations. Dans ce secteur, des techniciens sont formés mais sont souvent déconnectés des réalités terrains, il y a toujours un quiproquo quand ils doivent travailler autour d'un projet. Le DU sera accentué là-dessus. Cette formation aura 7 modules dont 4 directement pilotés par les enseignants de l'UTT, et le reste par Africa Data Lab, elle est dispensée sur 4 mois en temps partagé. L'admission se fait sur dossier. Pour avoir le diplôme, il faut valider la partie théorique mais aussi le projet pédagogique, ce projet se déroule tout au long du cursus et la plupart des participants seront déjà en activité. Ces projets sont présentés lors d'une soutenance et la délivrance du diplôme se fait par l'UTT. L'étudiant doit avoir réussi chacun des modules.

Ronan STEPHAN demande quels sont les prérequis pour pouvoir suivre cette formation.

Babiga BIRREGAH explique que cette formation sera suivie par 15 personnes. La possibilité de dupliquer ce modèle en Algérie et en Afrique du Sud est en train d'être étudié. Pour accéder à cette formation, il faut avoir un Bac +3, ce sont essentiellement des informaticiens, sous réserve que le jury d'admission piloté par l'UTT valide leur dossier. Des personnes avec Bac+2 et avec une expérience professionnelle peuvent également être acceptées.

Laurent AMICE souligne que l'objectif est de déléguer la protection des données au certificat BIM Manager, d'évaluer les compétences à l'œuvre. Le coefficient est utilisé pour calculer la moyenne générale.

Babiga BIRREGAH ajoute qu'à la fin de la formation, il n'y a pas de coefficient à proprement parlé, le coefficient permet uniquement à l'étudiant de se positionner.

Philippe COURTIER remarque de nombreux mots de vocabulaire en anglais et demande si la formation est faite en français ou en anglais.

Babiga BIRREGAH répond qu'elle est faite en français.

Philippe COURTIER souligne que le public francophone ne connaît pas forcément la signification d'« engineer » et qu'il faudrait mettre les termes en français afin d'être compris de tous.

Pierre KOCH rappelle que le CE a voté positivement pour la création de ce DU mais a demandé à ce qu'un point soit fait sur la charge dédiée à ce diplôme. Sur les 180 heures d'enseignement de ce DU, il est prévu que 50 heures soient réalisées par les enseignants de l'UTT. La totalité des DU et MS que l'UTT a actuellement représenté 3736 heures dont 867 heures faites par des enseignants de l'UTT. En convertissant ces heures en UTP, cela fait 1950, ce qui représente 2% des 90 000 UTP produites chaque année par l'UTT.

Philippe COURTIER demande si le fait de définir une segmentation des DU ne pourrait pas être un travail commun aux UT.

Pierre KOCH est d'accord avec cette proposition.

Marie-Aleth DUMONT demande, après la première estimation en nombre d'heures effectuées par Pierre KOCH, un point sur tous les DU existants dans les effectifs et la mise en perspective afin d'avoir une idée des dépenses et des recettes de ces DU.

Ronan STEPHAN approuve cette demande.

Le conseil d'administration approuve, à l'unanimité la création du diplôme d'université « Big Data Engineer » selon les modalités ci-jointes (annexe 11), après prise en compte de l'ajout d'une heure de formation le samedi.

8) Conventions signées depuis le dernier CA

Stéphanie DUCELLIER souligne que la liste des dernières conventions signées depuis le dernier CA a été remise à tous les élus.

9) Questions diverses

➤ 9.1 Information des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoir

Stéphanie DUCELLIER explique que le Conseil d'administration a la compétence d'autoriser le Directeur à engager une action en justice. Dans le cadre de cette délégation de pouvoir, une information doit être faite au CA par rapport aux décisions prises. L'UTT a un contentieux dont la requête a été déposée au début du mois de juin contre la société Track and Catch devant le Tribunal de Grande Instance de Paris. Un contrat avait été signé avec cette société pour l'exploitation d'un brevet mais cette société ne l'a jamais exploité et n'a jamais payé les redevances minimales prévues dans la convention. L'UTT a fait un courrier pour résilier le contrat, mais la société le refuse. Une nouvelle société souhaiterait exploiter ce brevet, mais avant de pouvoir conclure à un nouveau contrat d'exploitation, il faut que le litige en cours soit réglé. Une procédure est en cours et l'UTT a fait une requête demandant une procédure d'urgence, une date fixe d'audience nous a été accordée par le juge pour lever le litige le plus rapidement possible et exploiter notre brevet avec une autre société. Le jugement est prévu le 13 novembre. L'objectif premier est d'avoir une résolution de contrat nette par décision de justice et des dommages et intérêts ont

été demandés. D'après le juge, ces derniers ont été revus à la baisse et la société étant insolvable, l'UTT n'aura rien de leur part. Cependant, le remboursement des frais d'avocat a été demandé, ils s'élèvent à 8000 euros.

Thomas GROSGES demande pourquoi la société a refusé de libérer le brevet alors qu'elle est insolvable. Cette société devait d'ailleurs commencer à payer des frais en 2011, comment se fait-il que l'UTT n'engage une procédure que depuis 2017 ?

Stéphanie DUCCELLIER répond que la société a dit que le brevet n'était pas exploitable. Ce dossier est relativement vieux puisqu'il a été géré au départ par des personnes qui ne sont plus là aujourd'hui. Des tentatives de résolutions à l'amiable ont commencé en 2016.

Ronan STEPHAN indique que Pierre KOCH souhaite apporter une réponse à la question du tarif des chaires

Pierre KOCH explique que sur les 3 chaires dotées actuellement, Silvertch est de 660 000 euros, Connected Innovation est de 510 000 euros et Gestion de crise est de 285 000 euros sur 4 ans.

La séance est levée à 18h25.

Le prochain conseil d'administration aura lieu le 16 octobre de 13h30 à 18h30.